

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 16 (1907)
Heft: 43

Artikel: Das Vereinsschiedsgericht
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-523151>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

N^o 43.

Abonnement

Für die Schweiz

1 Monat Fr. 1.25
2 Monate „ 2.50
3 Monate „ 3.50
6 Monate „ 6.—
12 Monate „ 10.—

Für das Ausland:

(inkl. Portoschlag)
1 Monat Fr. 1.60
2 Monate „ 3.20
3 Monate „ 4.50
6 Monate „ 8.50
12 Monate „ 15.—

Vereins-Mitglieder
erhalten das Blatt
gratis.

Inserate:

8 Cts. per 1spaltige
Millimeterzeile oder
deren Raum. — Bei
Wiederholungen ent-
sprechend Rabatt.
Vereins-Mitglieder
bezahlen 4 Cts.
netto per Millimeter-
zeile oder deren
Raum.



Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins.

16. Jahrgang | 16^{te} Année

Erscheint Samstags.
Paraît le Samedi.

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers.

Redaktion und Expedition: St. Jakobstrasse No. 11, Basel. * TÉLÉPHONE 2406. * Rédaction et Administration: St. Jakobstrasse No. 11, Bâle.

Inseraten-Annahme nur durch die Expedition dieses Blattes und die „Union-Reklame“ in Luzern — Les annonces ne sont acceptées que par l'admin. de ce journal et l'„Union-Réclame“ à Lucerne

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; Th. Geiser; G. A. Berlinger. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

N^o 43.

Abonnements

Pour la Suisse:

1 mois . Fr. 1.25
2 mois . „ 2.50
3 mois . „ 3.50
6 mois . „ 6.—
12 mois . „ 10.—

Pour l'Etranger:

(inclus frais de port)
1 mois . Fr. 1.60
2 mois . „ 3.20
3 mois . „ 4.50
6 mois . „ 8.50
12 mois . „ 15.—

Les Sociétaires
reçoivent l'organe
gratuitement.

Annonces:

8 Cts. par millimètre-
ligne ou son espace.
Rabais en cas de ré-
pétition de la même
annonce.
Les Sociétaires
payent 4 Cts. net
p. millimètre-ligne
ou son espace.



Todes-Anzeige.

Den verehrlichen Vereinsmitgliedern
machen wir hiemit die Trauer-Anzeige,
dass unser Mitglied

Herr Karl Gottlieb Köhler,
Besitzer des Kurhaus Villa Köhler in Weggis,
nach kurzer Krankheit, im 67. Lebens-
jahre gestorben ist.

Indem wir Ihnen hievon Kenntnis
geben, bitten wir, dem Heimgegangenen
ein liebevolles Andenken zu bewahren.

Namens des Vorstandes:

Der Präsident:

F. Morlock.

Anteilscheine

der Fachschule
in Lausanne.

Von den diesjährig ge-
zogenen Anteilscheinen
sind nachstehende Num-
mern noch nicht einge-
löst worden und es wer-
den die Inhaber hiemit
dringend gebeten, die
Scheine quittiert an die
Kantonbank in Lau-
sanne einzusenden oder
aber sie dem Tschumi-
Fonds abzutreten.

Für die Fachschulkommission.

Der Präsident: J. Tschumi.

Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.
40	272	468	547	700	817	972	1122
56	286	473	571	716	818	976	1123
121	293	475	593	718	854	1003	1132
153	298	480	600	726	855	1014	1133
155	302	483	601	740	859	1023	1149
166	340	492	611	741	868	1026	1171
184	347	493	612	752	879	1041	1194
225	369	496	637	766	928	1049	
244	378	514	650	767	929	1100	
260	407	517	651	772	930	1101	
270	423	518	670	789	954	1102	
271	467	527	696	790	956	1110	

Délégations

de l'Ecole hôtelière
à Lausanne.

Les délégations dont
les numéros suivent ci-
après, sorties au tirage
de cette année, n'ont pas
encore été présentées au
remboursement. Les por-
teurs de ces délégations
sont instamment priés
d'envoyer les délégations
acquittées à la Banque
cantonale à Lausanne ou
d'en faire don au Fonds
Tschumi.

Pour la Commission de l'Ecole hôtelière.

Le président: J. Tschumi.

Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.
40	272	468	547	700	817	972	1122
56	286	473	571	716	818	976	1123
121	293	475	593	718	854	1003	1132
153	298	480	600	726	855	1014	1133
155	302	483	601	740	859	1023	1149
166	340	492	611	741	868	1026	1171
184	347	493	612	752	879	1041	1194
225	369	496	637	766	928	1049	
244	378	514	650	767	929	1100	
260	407	517	651	772	930	1101	
270	423	518	670	789	954	1102	
271	467	527	696	790	956	1110	

Procès-verbal

de la

Séance du Comité

du 12 octobre 1907, à 11 heures du matin
au Grand Hôtel, à Baden.

Sont présents:

Monsieur F. Morlock, président,
J. Boller, vice-président,
E. Moecklin, suppléant,
W. Hafen,
O. Amsler, secrétaire.
Excusé: Monsieur C. Kracht.

1^o Le procès-verbal de la dernière séance
est adopté.

2^o Proposition du Syndicat des hôteliers
à Genève. Cette proposition, qui a été renvoyée
au Comité par le Conseil de surveillance pour
être mise à l'étude en vue de la prochaine
Assemblée générale, peut se résumer comme suit:

a) Ne seront admis comme membres de la
Société suisse des hôteliers que les hôteliers
membres d'un syndicat local, dès qu'il
en existe un tel dans la localité habitée
par le candidat.

b) Les membres démissionnaires ou exclus
d'un syndicat local sont par ce fait exclus
de droit de la Société suisse des hôteliers.

Vu son importance et sa portée, cette pro-
position est longuement discutée. Elle est
adoptée en principe et le Comité charge le se-
crétaire de rédiger la proposition conforme aux
délibérations, afin de pouvoir en discuter encore
une fois dans la prochaine séance.

3^o Pétition de M. H. Neithardt, Zurich.
Cette pétition renferme en partie la même pro-
position que celle faite par le Syndicat de Genève,
mais le pétitionnaire va encore plus loin, ce qui
entraînerait un changement complet de l'orga-
nisation actuelle de notre Société en introdui-
sant le système des sections.

La question est discutée à tous les points
de vue. Il est décidé de faire rédiger une pro-
position du Comité conforme aux délibérations
pour le Conseil de surveillance et l'Assemblée
générale et de discuter la question encore une
fois, sous cette forme, dans la prochaine séance.

4^o Assurance contre les dommages causés
par l'eau. De toutes les offres faites au
Comité, celle de la „Compagnie générale des Eaux,
à Lyon“, (représentant général, A. Eberhardt
à Zurich) est considérée comme la plus avanta-
geuse. Le Comité charge le secrétaire d'élaborer
un contrat avec la maison en question et de
lui soumettre cet avant-projet à la prochaine
séance.

Une Compagnie d'assurances sur la vie
ayant offert à notre Société de passer un con-
trat avec elle; cette offre est repoussée en
principe.

5^o Règlement du Bureau central. Il existe
un règlement sur l'organisation de ce Bureau
et un sur les fonctions de son chef, datant
tous les deux de l'époque de la fondation du
Bureau central. Ces règlements n'étant plus en
harmonie avec le développement actuel du
Bureau, le secrétaire présente deux nouveaux
avant-projets qui ont été discutés et le seront
encore une fois, en seconde lecture, à la pro-
chaine séance.

6^o Rapport sur le contrat passé avec
l'Union-Reclame à Lucerne. Le secrétaire
rapporte que cette affaire présente jusqu'ici
des résultats satisfaisants. Les voyageurs de
l'Union ont été bien accueillis par nos membres
qui se montrent favorables à l'idée de la cen-
tralisation de la propagande. Le nombre de
ceux qui ont donné leur adhésion, dépasse toute
attente. Mais ce ne sera qu'au printemps,
époque la plus favorable à la propagande, que
la plupart se décideront. Malgré les efforts des
maisons concurrentes qui cherchent à entraver
le travail de l'Union-Reclame en baissant leurs
prix, l'idée de la centralisation de la propagande
fait son chemin.

7^o Réclamations au sujet de la contri-
bution à verser à la caisse de propagande.
Trois tenanciers de buffets de gare ont adressé
des réclamations au Comité. Deux réclamations
sont admises et les établissements en question
sont rangés de la 2^{me} dans la 3^{me} catégorie pour
la contribution. La 3^{me} réclamation est reconnue
non-fondée. A cette occasion, le secrétaire

rapporte que malgré la peine qu'a prise le
Bureau central pour faciliter le paiement sans
fraîs des contributions par des bulletins de verse-
ment, environ 200 membres, représentant plus
de Fr. 20,000 de contributions, n'ont pas utilisé
ces bulletins, malgré que le premier terme du
20 août ait été prolongé jusqu'au 15 septembre,
puis au 30 septembre. Le Bureau envoya alors
des remboursements; ces derniers ont été re-
fusés par un certain nombre de sociétaires qui
ont envoyé le montant ensuite par mandat de
poste. Ces remboursements ont coûté jusqu'à
3 ou 4 francs à la Société qui a été obligée de
les passer à pertes. Le Comité trouve ce pro-
cédé peu correct et espère qu'à l'avenir, les
sociétaires feront usage des bulletins de verse-
ment et épargneront ainsi des frais inutiles à
la Société.

8^o Loi fédérale sur les denrées alimen-
taires. Il est pris note du procès-verbal que le
Comité a envoyé une protestation énergique à
Berne, contre la décision de la commission,
d'après laquelle tous les objets contenant du
miel artificiel auraient à porter dorénavant dans
les hôtels, d'une manière ineffaçable, „Miel
artificiel“.

9^o Société suisse du commerce et de l'in-
dustrie. Cette société adresse une circulaire à
ses sections, les priant de lui aider à couvrir
un déficit de fr. 10,000 qui existe depuis long-
temps, par une contribution extraordinaire. Le
Comité accorde fr. 500 à cet effet.

10^o Communication. Par lettres du 14 juin
et du 17 août, la Direction générale des C.F.F.
nous fait savoir qu'il a été fait droit à notre
demande, au sujet du nombre des membres de
notre Société dans la Commission de propa-
gande des C.F.F. Il a été porté de deux à
trois; Messieurs J. Tschumi et O. Hauser ont
été agrégés comme tels, et Monsieur A. Emery
a été nommé pour un nouvel exercice. Le 8 oc-
tobre, la Direction générale des C.F.F. nous a
fait savoir que le Bureau de renseignements à
New-York, que les C.F.F. fondent de concert
avec nous, sera ouvert le 1^{er} janvier prochain
et sera situé à la Fifth Avenue No. 241.

Clôture de la séance à 5 1/2 heures.

Le président: F. Morlock.

Le secrétaire: O. Amsler.

Das Vereinsschiedsgericht.

Das schiedsgerichtliche Verfahren hat eine
stets wachsende Bedeutung im wirtschaftlichen
Leben erlangt, da die Erledigung von bürger-
lichen Rechtsstreitigkeiten ausserhalb des ordent-
lichen Gerichtsweges bedeutende Vorteile mit
sich führt, die einerseits in dem kürzeren und
billigeren Verfahren, andererseits in dem sach-
verständigen Urteil des Schiedsgerichtes liegen.
Der Vorstand des Internationalen Hotelbesitzer-
Vereins, von diesem Standpunkt ausgehend, hat
deshalb den Mitgliedern an der Generalversam-
lung in Lübeck die Errichtung eines Schieds-
gerichtes vorgeschlagen und lebhaften Anklang
damit gefunden. Der Vorschlag wurde einstimmig
angenommen und die von der Leitung aus-
gearbeiteten Statuten gutgeheissen.

Im Interesse unserer Mitglieder publizieren wir
nachstehend die Statuten dieses Schiedsgerichts-
ordnung. Sie sind in der „Wocheinschrift“ er-
schienen und lauten:

§ 1.

Das Schiedsgericht des Internationalen Hotel-
besitzer-Vereins kann bei bürgerlichen Rechts-
streitigkeiten zwischen zwei Mitgliedern des

Vereins, einem Mitgliede und einem Aussem-
stehenden und zwischen zwei Aussemstehenden
ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit an-
gerufen werden, wenn die streitigen Angelegen-
heiten mit der Hotelindustrie oder einem ver-
wandten Gewerbe in Beziehung stehen.

Ausgeschlossen sind Rechtsstreitigkeiten, für
die ausschliessliche Gerichte bestellt sind.

§ 2.

Das Schiedsgericht ist ein ständiges.
Es setzt sich zusammen aus einem Vor-
sitzenden, zwei Beisitzern als Schiedsrichter
und einem rechtskundigen Schriftführer.

Für den Vorsitzenden und die beiden Beisitzer
werden ständige Stellvertreter bestimmt.

Alle diese Personen werden jährlich von der
ordentlichen Generalversammlung gewählt.

Der Schriftführer führt die Geschäfte des
Schiedsgerichtes und hat den Sitzungen mit be-
ratender Stimme beizuwohnen. Ist der Schrift-
führer verhindert, an einer Sitzung des Schieds-
gerichtes teilzunehmen, so hat der Vorsitzende
des Schiedsgerichtes einen rechtskundigen Stell-
vertreter zu ernennen.

§ 3.

Das Schiedsgericht tritt nur auf Antrag beider
streitenden Parteien in Tätigkeit.

Der Antrag der Parteien ist entweder ge-
meinsam oder getrennt durch eingeschriebenen
Brief an den Internationalen Hotelbesitzer-Verein,
Abteilung für Schiedsgerichte, zu senden.

§ 4.

Die Klage ist bei dem Schiedsgericht in
zwei Ausfertigungen schriftlich einzureichen.
Die Klage kann jedoch auch zu Protokoll
des Schriftführers erklärt werden.

In der Klage ist ein bestimmter Antrag zu
stellen und sind die Person des Beklagten,
der Gegenstand des Anspruches, sowie die den
Antrag begründenden Tatsachen genau zu be-
zeichnen.

§ 5.

Die Klage ist dem Beklagten mit der Auf-
forderung zuzufertigen, seine Klageantwortung
innerhalb einer bestimmten, von einer bis zu
vier Wochen zu bemessenden Frist schriftlich
in zwei Ausfertigungen einzureichen.

Die Klageantwortung kann jedoch auch zu
Protokoll des Schriftführers erklärt werden.

Die Klageantwortung des Beklagten wird
dem Kläger mit der Aufforderung mitgeteilt,
seine Gegenerklärung binnen einer bestimmten
Frist in zwei Ausfertigungen einzureichen.

Die Schriftsätze der Parteien werden auf
diese Weise dem Gegner solange zugestellt,
bis der Sachverhalt genügend aufgeklärt er-
scheint.

Die Fristen können verlängert werden, jedoch
der Regel nach nicht über zwei Wochen.

Wird eine der Fristen versäumt, so gilt die
Erklärung als verweigert.

Jede der Parteien kann jederzeit ihre Aus-
führungen ergänzen, erweitern und abändern.

§ 6.

Dem Gerichte sind die als Beweismittel be-
zogenen Urkunden im Original einzureichen und
eine Abschrift beizufügen.

§ 7.

Hält das Gericht eine mündliche Verhandlung
auf Grund der eingereichten Schriftsätze nicht
für nötig, so kann es auf Grund des schriftlichen
Vorbringens der Parteien seine Entscheidung
fällen. Beantragt jedoch eine der Parteien die
Anberaumung einer mündlichen Verhandlung oder
hält das Gericht eine solche zur Klärung des
Sachverhaltes für nötig oder nützlich, so hat
das Gericht die mündliche Verhandlung an-
zueräumen.

§ 8.

Wird vom Gericht die mündliche Verhandlung angeordnet, so werden die Parteien zur mündlichen Verhandlung unter der Verwarnung geladen, dass beim Ausbleiben nach Lage der Verhandlungen werde entschieden werden.

Erscheint eine Partei in der mündlichen Verhandlung nicht, so gilt ihr schriftliches Vorbringen als vorgetragen.

§ 9.

Das Gericht kann zur Aufklärung des Sachverhältnisses das persönliche Erscheinen einer Partei anordnen.

§ 10.

In der mündlichen Verhandlung sind die Parteien oder ihre mit Vollmacht versehenen Vertreter zu hören.

Das Protokoll über die mündliche Verhandlung ist vom Vorsitzenden und vom Schriftführer zu unterzeichnen.

§ 11.

Als zuständiges Gericht im Sinne der Zivilprozessordnung werden hierdurch die Gerichte in Köln bestimmt. Diese Bestimmung gilt als Vereinbarung der das Schiedsgericht anrufenden Parteien im Sinne der Zivilprozessordnung.

§ 12.

Im übrigen gelten für das Verfahren die Vorschriften der Deutschen Zivilprozessordnung über das schiedsrichterliche Verfahren.

§ 13.

Der Wert des Streitgegenstandes wird nach den Vorschriften der Zivilprozessordnung festgestellt.

Die Kosten des Verfahrens werden nach den Bestimmungen des Gerichtskostengesetzes berechnet. Jedoch kann das Gericht statt der ganzen Gebühr einen von ihm nach freiem Ermessen zu bestimmenden Teil derselben einkordnen.

Das Gericht ist berechtigt, einen angemessenen Vorschuss zur Deckung seiner Kosten zu verlangen.

§ 14.

Das Gericht kann in jeder Lage des Verfahrens die Fällung des Schiedsspruchs ohne Angabe von Gründen ablehnen.

Von diesem Schiedsgericht hofft man das beste für den Verein und für die gegenseitigen Beziehungen zwischen den einzelnen Mitgliedern.

§ 15.

Die unzuverlässigen Zimmerbesteller.

In der „Wochenschrift“ befasst sich ein Korrespondent mit einer der vielen Plagen der Hoteliers und möchte Abhilfe bringen. Unter dem Missbrauch bei der Vorausbestellung von Zimmern und Nichtbenutzung derselben durch Ausbleiben zu begegnen, schlägt er vor, den Namen des unzuverlässigen Bestellers den Mitgliedern des Internationalen Hotelbesitzervereins im Original mitzuteilen. Der Verein würde die Namen dann alphabetisch geordnet in der Hochsaison wöchentlich, sonst monatlich oder jährlich den Mitgliedern unter Kuvert zugehen lassen. Die Folge wird dann sein, dass diese „ungenutzten“ Reisenden wohl kaum irgendwo ein Zimmer mehr reserviert erhalten, und das mit Recht; wie einfach und billig ist es doch mit Hilfe unseres Code durch das einzige Wort: „Cancel“ (englisch, soviel als: ich widerrufe, annulliere) sich als anständiger Mensch zu erzeigen, während auf die andere Art oft Familien ohne rechte Unterkunft bleiben und das Hotel unter Umständen schweres Geld verliert. Ist auf diesem Gebiete mal Heilung angebahnt, so wird ein Alpdruck von uns genommen. — Eine kleine juristische Belehrung in Form einer Arbeit über das Mietrecht mit besonderer Berücksichtigung der im Hotel vorkommenden Fälle, zum Gebrauch für jüngere, weniger erfahrene Kollegen, wäre sehr erwünscht — im Interesse des Ansehens unserer

Industrie. Der Fremde lässt in den seltensten Fällen Unzufriedenheit gelten; er wird fast immer „mala fides“ — bösen Willen voraussetzen. Mit diesem weiteren Schritt zum Hotel-Code wird hoffentlich Ordnung und Treu und Glaube in das so sehr verführte Gebiet der Zimmerbestellungen kommen.

Diese Vorschläge sind nur zu begrüssen und wir möchten auch bei uns die Schaffung einer solchen Liste befürworten. Immerhin bietet die Sache einige kleine Haken. Diese Liste wird nur dann ihre volle Wirkung ausüben, wenn es gelingt, die komplette Adresse des Bestellers zu erfahren. In den meisten Fällen aber trägt die Bestellung, sei es Brief, Karte oder Telegramm nur die blosse Unterschrift, und oft ist nicht einmal angegeben, in welcher Ortschaft der angenehme Bürger wohnt. Wenn aber z. B. ein Herr Müller oder Schulze aus Berlin ohne weitere Angaben, trotz vorheriger Bestellung eines Zimmers, nicht eintrifft, so nützt dessen Ausschreibung sehr wenig, denn in Berlin gibt es einige hundert Müller und Schulze. Immerhin wäre mit der Anlegung einer Warnungsliste der Anfang der Sanierung gemacht, und es müsste als ein grosser Fortschritt betrachtet werden, wenn dadurch nur 50% dieser unangenehmen Fälle verschwinden würden.

Das Hotelzimmer.

Es wird dem „B. Tgl.“ geschrieben: Viele Reisende betrachten die Hotelwohnung als das zweite Heim, das heisst, sie möchten diese so eingerichtet haben wie die Stube daheim. Dieser Wunsch, so fromm er ist, lässt sich natürlich schlecht erfüllen, jedenfalls sollen die Hotelwirte aber soweit es eben möglich ist, für die Beaglichkeit und Sauberkeit der Zimmer sorgen.

Der Vorwurf, dass die Hotelzimmer der Neuzeit an überladenen Prunk kranken, ist gewiss nicht unberechtigt, daher sollten die Hoteliers die luxuriöse Ausstattung nicht so sehr berücksichtigen, sondern sich lieber einen viel grösseren Bestand an frischer Bettwäsche aneignen, das ist weit wichtiger. Auch das Bettgestell, wenn es nicht, was ich vorziehe, aus Eisen besteht, soll möglichst wenig Schnitzereien und Verzierungen haben, denn diese sind nur dazu da, um in den Ecken den Staub aufzufangen, den der Schlafende bei einer plötzlichen Zugluft einatmen muss. Ein glattpoliertes Bettgestell, von dem sich Staub und Schmutz schnell und mühelos entfernen lassen, ist jedem andern mit Schnörkeln und Verzierungen versehen vorzuziehen.

Eine besondere Berücksichtigung verdient auch die örtliche Stellung des Bettes. Viele Hoteliers begehen den Fehler, dieses, wenn eine Verbindungstüre da ist, dicht vor diese zu plazieren. Im Nebenzimmer macht man natürlich dasselbe. So kommt der eine oder andere Gast in die wenig beneidenswerte Lage, die Tätigkeit des Schnarchens an seinem Nachbar studieren zu müssen.

Gewiss sehr kostbare, aber ebenso der Gesundheit sehr zuträglich Prunkstücke sind die Teppiche. Einige Hotelzimmer besitzen solche, die das ganze Zimmer ausfüllen, die sich nur schwer entfernen lassen und vielleicht alle Jahre einmal gründlich ausgeklopft werden. Diese Staubfänger im wahren Sinne des Wortes sind ein grosses Uebel. Wenn auch beim reinigen Teelblätter und sonstige Staubbeschwichtigungsmittel verwendet werden, so ist es doch nicht zu vermeiden, dass der aufliegende Staub sich in den Möbeln festsetzt, was in gesundheitlicher Beziehung gerade nicht von Vorteil ist, denn die Reinigung ist bei einem flotten Geschäftsbetrieb häufig sehr oberflächlich. Zweckmässig ist es, wenn sich vor dem Bett ein kleiner Vorleger und unter dem Tisch ein kleiner Teppich befindet, der leicht aufgenommen werden kann und sich so ausserhalb des Zimmers reinigen lässt.

Eine besondere Beachtung verdient das Waschgeschirr. Die Waschschüssel muss gross und breit sein, soll weder Ecken noch plastisch

heraustretende Verzierungen besitzen, aus denen der sich sammelnde Schmutz schlecht zu entfernen ist. Auch über die Stellung der Waschtöpfe lässt sich reden. Möglichst vom Fenster entfernt soll sie sein, damit sich der Gast in keiner Weise geniert fühlt, wenn er es morgens geöffnet hat. Von grösstem Vorteil wäre es — allerdings spricht der Kostenpunkt der Anlage hierbei eine Rolle — wenn in jedem Zimmer sich eine Leitung befände, die heisses und kaltes Wasser spendet.

Peinliche Sauberkeit und Sorgfalt muss den Kleidergassen zugewendet werden. Verkehrt ist es, die Türen der Schränke unverschlossen zu halten. Der Hotelier soll sein Personal anweisen, dass, genau wie das Zimmer selber, auch der Kleiderschrank zu lüften sei, damit nicht, wie das häufig vorkommt, ein neuer Hotelgast unversehens erfährt, dass sein Vorgänger in diesem Zimmer Patschuli allem andern Parfüm vorzog.

Auf die persönliche Sicherheit des Gastes ist vor allem der grösste Wert zu legen. Als unvorsichtig und verwerflich muss es bezeichnet werden, dass in solchen Hotels, wo elektrisches Licht in Gebrauch ist, keine Kerzen mehr Mode sind. Man denke an den Fall einer Feuersgefahr — wie leicht werden dabei die elektrischen Leitungen zerstört!

Unverwundt möchte ich nicht lassen, dass der Klingelknopf wie auch die Vorrichtung zum Einschalten des elektrischen Lichts ausser in der Nähe der Tür auch in der des Bettes angebracht sein müssen. In nur sehr wenigen Hotels sind die Türen der Hotelzimmer ausser mit Schlössern auch mit guten Riegeln versehen, und wenn dies der Fall ist, sind diese dermassen zerlumpt, dass ein fester Druck genügt, um das den Riegel haltende Messingschrauben auszuheben. Man sorge also für starke widerstandsfähige Türsicherungen. Es ist ja nicht zu leugnen und erfreulicherweise eine Tatsache, dass gerade die Hotelindustrie in den letzten Jahren rapide Fortschritte gemacht hat. Aber nicht von der Hand zu weisen ist die Tatsache, dass in vielen von diesen Häusern der Luxus eine grössere Rolle spielt als die wirklich praktische Ausstattung.

Kleine Chronik.

Berlin. Die Eröffnung des Hotel Der Fürstenthof ist auf Ende dieses Monats festgesetzt.

Karlsbad. Der in weiten Kreisen bekannte Hotelbesitzer Herr Karl Pupp vom Grand Hotel Pupp ist im Alter von 67 Jahren gestorben.

Bad Kissingen. Das Grand Hotel garni Collard am Kurplatz hat eine Berliner Aktiengesellschaft um den Preis von 1,900,000 Mk. käuflich erworben.

Ostende. Die Schlafwagen-Gesellschaft hat ihr hiesiges Hotel de la Plage Herrn A. Decker, Besitzer verschiedener Hotels in Ostende, verkauft.

Paris. Das Hotel Astoria der Société des Hôtels de l'Europe ist am 10. Oktober dem Verkehr übergeben worden.

Göschenen. Wie „Union Helvetia“ mitteilt, hat Herr Oberst Huber das hiesige Grand Hotel gekauft. Sein Sohn, Herr Alois Huber, wird dasselbe leiten.

St. Moritz. Herr A. Marugg, der in den letzten vier Jahren das Posthotel in Thuis gesteuert hat, wird mit 1. Mai 1908 die Direktion des Posthotel in St. Moritz übernehmen.

Wien. Das Hotel Victoria in hier wird gegenwärtig vergrössert und teilweise umgebaut. Die Hotelvilla lautet nunmehr Grand Hotel Victoria, Familie Schön-Meister.

Heimatschutz im Kanton Solothurn. Der Kantonsrat wird sich in der nächsten Session mit der Motion betr. Massnahmen gegen die Verunstaltung des Landschaftsbildes durch Plakate und Reklametafeln befassen.

Zeitungswesen. Herr H. A. Tanner, Verleger in Basel, gibt bekannt, dass er seine Zeitschrift „Alpismus und Wintersport“ mit den im Verlage des Herrn Gustav Lammer in München erscheinenden Zeitschriften „Deutsche Alpenzeitung“ und „Der Winter“ vereinigt hat. Durch diese Vereinigung soll eine Zerspaltung der Kräfte vermieden werden. Herr H. A. Tanner verbleibt in der Redaktion und wird seinen Sitz in Basel beibehalten.

Luzern. Herr Matszig, bisheriger Pächter des Hotel Edenhaus, tritt mit Ende dieser Saison von der Pacht zurück. Das Hotel wird, wie das „L. T.“ mitteilt, in Zukunft von Herrn Muth jun. geführt werden.

Etetera. Im „Handelsblatt“ lesen wir von einem Hotel in der Zentralschweiz (mit etwa 40 Betten), dass es sich nebst den bisherigen noch den Namen Continental beigelegt hat und künftig „Hotel Bernerhof, Beau-Site und Continental“ lauten. Wir wären noch etwas weiter gegangen und hätten als Firma eingetragen „Bernerhof, Beau-Site, Continental etc.“

Rigi-Kaltbad. Das Hotel Rigi-Kaltbad erfährt in diesem Winter bauliche Veränderungen. Das älteste Gebäude des Komplexes, jener in Holzwerk zwischen dem südlichen Neubau und dem grossen Hauptgebäude stehende Teil, wird lt. „Luz. Tagbl.“ abgebrochen und an seine Stelle kommt ein Neubau in Stein und Riegelwerk.

Le majordome de la duchesse. Nos lecteurs se souviennent du nommé Garcia Charles qui, sous le nom de Diogo Periz, majordome de la duchesse d'Acoli, retenait les appartements dans les hôtels et négociait surtout, avec une grande habileté, de faux chèques, un notament, au préjudice d'un hôtelier de Montreux, lui escroquant de ce fait une somme de 459 frs. Le majordome, après avoir réussi son coup, avait pris le large et recommandait son petit exercice à Genève, quand la police le pinça. Il a comparu cette semaine devant le tribunal de police du District qui l'a condamné à 6 mois de réclusion, à 100 frs. d'amende et à cinq ans de privation des droits civiques, sans déduction des deux mois de prison préventive qu'il vient de subir.

Mässiger Alkoholenuss und Lebensdauer. Eine englische Lebensversicherungsgesellschaft hat festgestellt, dass diejenigen Leute, die mässig Alkohol zu sich nehmen, länger leben, als diejenigen, die gar keinen trinken. In dem Zeitraum zwischen 1841 bis 1901 hat sie 31,776 Polizen an solche geliefert, die sich jedes Alkoholenusses enthalten. Diese Polizen machen eine Jahressumme von 466,943 Jahren aus. Unter diesen gab es 8,947 Todesfälle. Während der gleichen Zeit hat die Gesellschaft 29,004 Polizen an solche geliefert, die mässig Wein trinken, mit einer Jahressumme von 393,010 Jahren. Darunter waren 5,194 Todesfälle. Danach war die Sterblichkeit unter den Alkoholisten um 30 Prozent grösser als unter den mässigen Alkoholenussern.

Fremdenfrequenz.

Lausanne. En séjour dans les hôtels de 1^{er} et 2^e rang de Lausanne-Ouchy du 8 au 9 octobre: Angleterre 762, Allemagne 618, France 1178, Suisse 870, Russie 528, Amérique 421, Italie 267. Divers 841. Total 6485.

Davos. Amtl. Fremdenstatistik. 5. bis 11. Okt.: Deutsche 736, Engländer 191, Schweizer 314, Franzosen 99, Holländer 85, Belgier 19, Russen und Polen 162, Oesterreicher und Ungarn 160, Portugiesen, Spanier, Italiener, Griechen 98, Dänen, Schweden, Norweger 30, Amerikaner 43, Angehörige anderer Nationalitäten 63. Total 1980.

Briefkasten.

An das Mitglied am Mittelmeer. Wir bedauern, von dem Artikel im Petit-Marseillais keinen Gebrauch machen zu können, da wir grundsätzlich anonyme Sendungen nicht berücksichtigen. Als eine solche müssen wir auch die betr. Zeilenanzahl betrachten, da Sie im Begleitschreiben vom 18. ds. nur mit „Ein Mitglied“ unterzeichnen.

Vertragsbruch. — Rupture de contrat.

Rosa Jenny, Zimmermädchen, von Kirchlinch (Bern).

E. Gugel, Hotel Central, Lausanne.

Auskunft erteilt

über Jules Steyert, Chef de cuisine, aus Strassburg.

H. Schlagenhauff, Direktor, Lido Palace Hotel, Riva (Gardasee).

Zur gefl. Beachtung.

Bevor Sie ein Hotel, Pension oder Kuretablissement kaufen oder mieten, bitten Sie nicht, vorher vom Hotel-Office in Genf Auskunft und Schätzung über das Ihnen proponierte Geschäft zu verlangen. Das Hotel-Office in Genf ist von einer Gruppe best-known Hoteliers geleitet und bezweckt, Käufer durch erfahrenen, uninteressierten Rat zu unterstützen.

Inseraten-Annahme nur durch die Expedition dieses Blattes und durch die „Union-Reklame“ in Luzern.

Les annonces ne sont acceptées que par l'administration du journal et par l'„Union-Reclame“ à Lucerne.

Hochzeits-
u. Braut-

Seide

Damast-
u. Brocat-

Seide

Crystall-
u. Moire-

Seide

Crêpe de Chine-
u. Eolienne-

Seide

G. Henneberg, Seiden-Fabrikant, Zürich.

Direktor-Chef de réception.

Ein in allen Zweigen des Hotelfachwesens erfahrener junger Mann, mit kaufmännischer Bildung, 28 Jahre alt, der 4 Hauptsprachen mächtig, sucht, gestützt auf prima Referenzen und Zeugnisse, Engagement für den nächsten Sommer.

Gefl. Offerten unter Chiffre H 889 R an die Exped. d. Bl.

En vente dans tous les hôtels de premier ordre.

Engländerin.

zurzeit Haushälterin in erstklassigem Hotel, durchaus erfahren, mit prima Referenzen, 32 Jahre alt, sucht für den Winter Engagement in grossem Hause in Südrankien, Italien oder Ägypten. Salär Nebensache. Offerten an Miss Ramsey, Cavendish Hotel, Eastbourne (England). (882)

OCCASION.

1 Doppelschlafzimmer in Satin mit Mahagoni.
1 Salon, Nussbaum. (0 9871) 2185
1 grosses Buffet, Eiche, für Speisesaal.

Otto Herzog & Co., Möbelfabrik, Baden.

London Tudor-Hotel

Oxford Street W.
Continental House, im Zentrum der Stadt, 200 Zimmer und Salons.
Modernster Komfort.
Mässige Preise.

The Geneva Hotels Ltd. E 6770

Sekretär-Volontär

Schweizer, kaufm. gebildet, mit guten Vorkenntnissen der franz. und engl. Sprache, gewandt in der ital. und amerik. Buchführung, Stenographie und Maschinenschriften, sucht per sofort Stelle nach der Schweiz oder nach den Süden.

Offerten unter Chiffre H. R. 90, postlagernd, Luzern. 890

Direktoren gesucht

für erstklassige Ozean-Dampfer einer sehr bekannten franz. Gesellschaft mit successivem Eintritt vom 1. Dez. an. Gute Referenzen und gründliche Kenntnis der drei Hauptsprachen gefordert; es können nur Schweizer ev. Belgier berücksichtigt werden. Nähere Auskunft erteilt T. Tschumi, Hotel Beau-Rivage, Ouchy-Lausanne. (879)